

Bruxelles, le 31.3.2023
C(2023) 2367 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 31.3.2023

**relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Niger
pour 2023 - Partie 1**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 31.3.2023

relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Niger pour 2023 - Partie 1

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012¹, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil², et notamment son article 23, paragraphe, 2,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre du plan d'action annuel en faveur de la République du Niger pour 2023 - Partie 1, il est nécessaire d'adopter une décision annuelle de financement, qui constitue la première partie du programme de travail annuel, pour 2023. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)³.
- (3) Les actions contribuent à la prise en compte du climat et de la biodiversité, conformément au pacte vert pour l'Europe et l'accord interinstitutionnel.
- (4) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel national pour la période 2021-2027⁴, qui établit les priorités suivantes : la gouvernance (domaine prioritaire 1), l'éducation et la formation professionnelle (domaine prioritaire 2) et la croissance et l'économie verte (domaine prioritaire 3).

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République du Niger C(2021) 9242 finale du 15.12.2021.

- (5) Les objectifs poursuivis par le plan d'action annuel à financer au titre du règlement (UE) 2021/947 - l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, programme géographique 'Afrique subsaharienne', s'inscrivent en complémentarité du plan d'action précédent, et se concentrent sur le renforcement des infrastructures pour améliorer l'accès à l'eau et à l'énergie dans les régions d'intervention prioritaires de notre programmation.
- (6) L'action intitulée 'Renforcement et mise à échelle des bonnes pratiques d'adaptation au changement climatique et de développement de chaînes de valeur dans la Grande Muraille Verte, à Maradi et Agadez', centrée sur la Gestion Durable des Terres (GDT), vise à développer une économie verte dans les régions ciblées via le renforcement de la base productive, le développement de chaînes de valeur, la promotion ainsi que l'appui aux initiatives communautaires et privées locales.
- (7) L'action intitulée 'Appui au maillage territorial des Forces de Sécurité Intérieure au Niger (AMT- FSI)' vise à améliorer la sécurité des populations et à soutenir la stabilisation du Niger, en particulier dans les zones éloignées et transfrontalières.
- (8) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre du plan d'action.
- (9) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union conforme aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte.
- (10) À cette fin, dans le cadre des deux actions, ces entités et personnes sont soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier⁵ et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (11) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (12) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (13) Le plan d'action prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947,

DÉCIDE:

Article premier
Le plan d'action

La décision annuelle de financement pour la mise en œuvre de la première partie du plan d'action annuel en faveur de la République du Niger pour 2023, présentée dans les annexes est adoptée.

Le plan d'action partie 1 comporte les deux actions suivantes :

⁵ Sauf dans les cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, où la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

- (a) ‘Renforcement et mise à échelle des bonnes pratiques d’adaptation au changement climatique et de développement de chaînes de valeur dans la Grande Muraille Verte, à Maradi et Agadez’, présentée dans l’annexe 1;
- (b) ‘Appui au maillage territorial des Forces de Sécurité Intérieure au Niger (AMT-FSI)’, présentée dans l’annexe 2.

Article 2

Contribution de l’Union

Le montant maximal de la contribution de l’Union destinée à la mise en œuvre de la première partie du plan d’action pour 2023 est fixé à 61 000 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne suivante du budget général de l’Union :

- Ligne budgétaire BGUE-B2023-14.020120-C1-INTPA – Afrique de l’Ouest : 61 000 000 EUR.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d’intérêts de retard.

Article 3

Modes d’exécution et entités ou personnes chargées de l’exécution

L’exécution des actions menées en gestion indirecte, telles que présentées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés, au point 4.3.2 et 4.3.3 de l’annexe 1 et au point 4.3.3, 4.3.4 et 4.3.5 de l’annexe 2.

Article 4

Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n’excédant pas 20 % de la contribution fixée à l’article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁶ des crédits alloués à des actions spécifiques n’excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l’article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, pour autant qu’elles n’aient d’incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L’ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

⁶ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l’adoption de la décision de financement.

Article 5
Subventions

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions conformément aux conditions précisées dans les annexes. Des subventions peuvent être octroyées aux organismes mentionnés au point 4.3.1 des annexes 1 et 2.

Fait à Bruxelles, le 31.3.2023

Par la Commission
Jutta URPILAINEN
Membre de la Commission